

Le Patriote Français.

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

IMMIGRATION

BUREAU
DU JOURNAL;
Rue Perez Castellanos n° 162.

LIBERTÉ. ÉGALITÉ. FRATERNITÉ.

Le PATRIOTE paraît provisoirement trois fois la semaine, le DIMANCHE, le MERCREDI et le VENDREDI. Il est placé sous la direction de M. ARSENE ISABELLE, négociant, rédacteur en chef. On souscrit au bureau du journal. Les lettres et avis doivent être adressés, comme par le passé à M. JH. REXNAUD, propriétaire gérant.

COLONISATION

PRIX
DE L'ABONNEMENT
2 PATACONS par mois.

MONTEVIDEO.

22 JUIN 1850.

DES CONSEQUENCES PROBABLES DE LA LIBRE NAVIGATION DU PARANA.

(Troisième édition.)

(Suite et fin.)

Nous pouvons affirmer aux incrédules qu'il ne manquera pas de se présenter des spéculateurs, soit ici, soit ailleurs, pour des entreprises qui promettent d'assez grands bénéfices, dès que chacun se trouvera protégé dans sa personne et dans ses biens, dès que tout le monde pourra circuler librement sans être victime du caprice de cette multitude de petits tyrans qui se sont habitués à regarder chaque homme qui tombe dans la sphère de leur pouvoir comme un de leurs esclaves, ni plus ni moins, et déclarent, en conséquence, maîtres absolus de ses biens et de sa fortune, sans autre forme de procès.

C'est alors que l'on verra bientôt nos fleuves et nos rivières, jusqu'ici abandonnés et encor trop peu explorés, sillonnés, vivifiés par un commerce actif, et tout cela avec le secours de la vapeur.

C'est alors, aussi, que les terrains, principalement ceux qui sont situés sur le bord des rivières navigables, acquerront une valeur jusqu'ici inconnue, par suite de la prompte et facile communication qui sera établie avec les ports de mer. Il est pour nous hors de doute que les commerçants de l'Assomption (la capitale du Paraguay) pourraient faire leurs affaires en moins des temps que les négociants de San Nicolas de los Arroyos (1) n'en mettent aujourd'hui pour le même objet.

Les distances se trouvent ainsi rapprochées par la vitesse des moyens de transports, ces deux villes (l'Assomption et Buenos Ayres) se regarderont désormais comme voisines, et elles établiraient leurs relations en conséquence. Quel pas immense n'aurait-on pas fait vers la civilisation ! Et combien cette pacifique révolution ne contribuerait elle pas à extirper les haines provinciales, à les convertir en un mutuel échange de témoignages de respect et d'affection !

Il serait également de l'intérêt du Brésil de signaler un ou plusieurs ports dans la capitainerie de Matogrosso, sur la rivière du Paraguay, par lesquels on peut extraire avec facilité les produits de cette grande province, qui, dans le cas contraire, resteraient sans valeur; en même temps que ses terres demeureront désertes et sans prix. Mais nous croyons qu'on peut raisonnablement se flatter de voir le gouvernement brésilien s'occuper activement de protéger cette entreprise qui est toute dans ses intérêts, comme dans ceux de la civilisation (2).

En ajoutant à tout ce que nos avons déjà énuméré les productions de cette dernière province, c'est-à-dire, le bétail, les bois et métaux, auxquels il faut ajouter les terres qui appartiennent à la nation, ne devrons nous pas reconnaître et confesser que la Providence a destiné ces républiques à être les plus fortunées du monde, et que, si elles ne le sont pas, leurs habitants ne doivent s'en prendre qu'à eux mêmes et non à la sagesse divine ?

En effet, que manque-t-il à ces peuples favorisés de la

(1) Petite ville de la province de Buenos Ayres, sur le Paraná, près de la frontière de Santa Fé.

(2) La lumineuse discussion qui a eu lieu dans la chambre des députés du Brésil, le 9 mars dernier, à l'occasion de la motion de M. Carvalho sur l'état des négociations encore pendantes avec le Paraguay et la République Argentine, témoigne assez du vif intérêt que le Brésil attache à la solution de cette importante question. On peut donc beaucoup attendre de la persévérance et de la fermeté du gouvernement impérial, qui peut seul, dans les circonstances actuelles, forcer Rosas à reconnaître, à l'égard de la libre navigation du Paraná, la validité des principes internationaux qui ont présidé à la rédaction de l'acte du congrès de Vienne relatif à la navigation du Rhin, de l'Escaut, de l'Elbe, de la Moselle, de la Meuse et d'une foule d'autres rivières qui, dans leurs cours navigables, séparent ou traversent différents états.

nature pour marcher d'un pas ferme vers les hautes destinées qui leur sont préparées; pour devenir, enfin, les nations les plus riches de la terre ? Il ne leur faut que s'entendre les uns avec les autres, et entrer avec sincérité dans un pacte de fraternelle union, dans une vraie communauté d'intérêts.

Ces peuples doivent beaucoup attendre de l'activité et du caractère entreprenant de leurs frères de l'Amérique du Nord, qui connaissent mieux qu'aucune nation la construction des bateaux à vapeur la plus favorable aux transports des cargaisons lourdes ou encombrantes sur les rivières (tous ceux qui ont navigué sur le Mississippi ne le nieront pas); et il faut observer que l'on trouve du bois sur le Paraná avec la même abondance que sur le Mississippi.

Les intérêts de la République de Bolivie, nous l'avons démontré, sont identiquement les mêmes que ceux de la République Argentine, puisque chacune de ces provinces a, individuellement, un motif puissant de désirer ardemment la libre et prompte navigation du Paraná et du Paraguay.

Ce grand point obtenu, le commerce du Brésil, qui absorbe actuellement une grande partie du numéraire de Buenos Ayres, pour deux productions coloniales que les Argentins finiront par exporter eux-mêmes, tournerait alors à l'avantage de ces derniers, et cette République pourrait, en peu d'années, avoir une rente assez forte pour éteindre sa dette nationale.

C'est alors, aussi, que l'attention de ses législateurs se reporterait sur des améliorations intérieures, également urgentes et dont les ramifications sont infinies, mais dont l'exécution ne peut être que l'œuvre d'un congrès national : comme, par exemple, la construction d'un chemin de fer de Cordova au Rio Tercero ; car, dans ces derniers temps, tout le monde s'est convaincu qu'un chemin de fer, même sous le rapport de la célérité, est préférable à un canal naturel ou artificiel; que, avec des charriots construit tout exprès pour ces sortes de chemins, on transporte les marchandises les plus lourdes avec autant et même plus de facilité que sur un canal, et qu'en outre les frais de construction et d'entretien des chemins de fer sont, en définitive, beaucoup moins élevés. Si l'on a fait ce calcul dans les pays montueux, quo sera-ce dans notre République, où, généralement parlant, les terrains sont peu accidentés ? Quel bien n'en résulterait-il pas pour la province de Cordova en particulier; combien un pareil travail ne favoriserait-il pas l'extraction du sel, du plomb, du fer et des autres produits naturels dont cette province abonde, et qui, faute de débouchés, de moyens d'exploitation, restent aujourd'hui ignorés et sans valeur. Cet important auxiliaire faciliterait également l'extraction d'une foule de productions de l'art qui se trouvent aujourd'hui grevées de frais énormes par suite de leur transport par la voie lente et ruineuse des pesantes charrettes du pays.

Il n'y a pas une seule province de la République Argentine à laquelle la construction des chemins de fer ne puisse être appliquée avec un immense avantage; mais ces grandes améliorations, dans un pays aussi peu peuplé que celui-ci, ne peuvent être réalisées que par la main protectrice de la nation entière, et non par celle des particuliers comme dans d'autres Etats.

Enfin, il est une dernière considération qui doit fixer à un haut point notre attention, c'est que la navigation d'un si grand nombre de fleuves et de rivières serait une pépière pour la marine argentine, qui est encore à créer.

ARSENE ISABELLE (*)

CORRESPONDANCE INTIME

DE

M. LEFEBVRE DE BECOURT

Ancien Chargé d'Affaires de France à Buenos Ayres.

(Suite.)

LETTRE XV.

Buenos-Ayres, le 25 Avril 1842.

Mon cher Monsieur,

Il s'est passé depuis quelques jours à Buenos Ayres de choses affreuses. Au moment où l'on s'y attendait le moins les assassinats ont recommencé. Depuis le jeudi saint jusqu'au jeudi de la semaine suivante, on en a comp-

té sept, dont le plus remarquable a été celui d'un marchand espagnol appelé Moñiz, tué dans sa boutique d'un coup de pistolet, à neuf heures du soir. On a prétendu depuis que cet assassinat était étranger à la politique; mais la population toute entière est persuadée du contraire, et il est certain qu'un fils du pays ayant donné quelques secours à la femme de Moñiz, qui s'était évadée au moment du crime, s'est vu entouré au sortir de la maison par des hommes qui lui ont fait d'horribles menaces; il a cru devoir se réfugier le lendemain à bord de la *Tactique*.—BIEN QUE BEAU FRÈRE DU MINISTRE DES FINANCES ET DU FISCAL LA HITTE.

Ce n'est pas tout : *Rosas* a fait fusiller samedi HUIT DES OFFICIERS qui étaient restés détenus au *Retiro*, ET DONT LA VIE AVAIT ÊTÉ EN QUELQUE SORTE GARANTIE, A MOI, A M. L'AMIRAL DUPOTET, ET À D'AUTRES PERSONNES. (1). On croit que le colonel Diaz n'est pas encore au nombre des victimes.

Ces atrocités dont personne ne connaît, je ne dirai pas le motif, mais le prétexte ou l'occasion, ont frappé tout le monde de terreur, et il n'y pas de jour où les embarquements clandestins ne se comptent par deux et par trois.

Malgré tout mon mépris pour la presse de Montevideo, je vous avouerai néanmoins qu'il m'est pénible de voir reconnaître par des injures et des calomnies les services sans nombre que le pavillon français rend ici à la cause de l'humanité, quand Montevideo est plein de gens sauves par nous, et quand il est ici de notoriété publique que je me tiens fort à l'écart de ce gouvernement d'assassins.

« M. Diaz (le ministre d'Oribe) a donné ici un petit bal le jour de la naissance du gouverneur, dédié, comme l'année dernière, à Manuela Rosas. Mal il a été très froid, on ne sait pourquoi. Il m'avait fait le plaisir de ne pas m'inviter. Je serais bien aise que l'on sût à Montevideo que je n'y suis pas allé, non plus que le ministre et le secrétaire de la légation du Brésil, le consul des Etats Unis, le consul de Hambourg et celui des Pays Bas.

« Je suis fâché de la nouvelle que vous me donnez dans votre lettre du 1er, qui me parvient à l'instant; je crois, comme vous, que les étrangers ne doivent pas être assujettis des contributions extraordinaires pour les frais de guerre; cependant, si l'impôt que l'on se propose d'établir dans la Bande Orientale sur les capitaux, est un impôt général, régulier et permanent sur la propriété, bien que motivé par l'état de guerre, et bien que la destination actuelle du produit soit connue, il me semble que les étrangers n'ont pas le droit de s'y soustraire. Remarquez bien d'ailleurs qu'il ne s'agit pas d'une guerre civile, mais d'une guerre étrangère, d'ETAT à ETAT. Supposez que la guerre éclate entre la France et l'Angleterre, et que pour subvenir aux dépenses, la chambre vote une augmentation de l'impôt foncier, ou une contribution sur les rentes, croyez-vous que les étrangers propriétaires ou rentiers dans le royaume, échapperait à l'action de la loi, ou pour mieux dire qu'une partie quelconque de la propriété nationale serait exemptée, à cause des mains dans lesquelles elle se trouverait, de contribuer pour sa quote-part à la défense du pays ?— C'est donc, à mon avis, le caractère de la contribution dont vous me parlez qui doit décider la question.

L'ignoble histoire du cochon est vraie, sauf quelques circonstances accessoires. (2) Les anecdotes rapportées ensuite sur moi (*Nacional* du 29), bien que dénaturées, ont aussi leur fond de vérité.

« Je regrette que celui qui a écrit sur l'affaire du sieur Barraud, n'ait pas dit ce qui est connu ici de la plupart des Français, que Barraud a été transféré du camp à la prison de Buenos Ayres, non pas malgré mes réclamations, mais par suite de ces réclamations, et qu'au camp il courrait le risque d'être fusillé avec ses compagnons d'infortune, tandis que dans la prison, d'où il sortira bientôt, sa vie ne court aucun danger.

« Si vous voyez par hasard le docteur Don D..... V....., les L....., M..... et tant d'autres, dites

(1) Une de ces personnes était probablement M. de Mackau.

(2) On se rappellera qu'à cette époque, des officiers brésiliens étant allés faire visite à Rosas, à sa *quinta* de *Palermo*, trouvèrent le dictateur en tenue de boucher, égor-

leur tout net qu'il est indigne à eux de me laisser injurier par le *Nacional*; mais que j'ai le cœur trop haut placé pour que ces injures, qui donnent raison en France & MM. Dupotet et consorts, me dégoûtent de servir leurs malheureux compatriotes (1).

« Adieu et tout à vous. »

(Continuera.)

La lettre suivante nous a été remise hier soir. Bien qu'elle ne porte, en guise de signature, que les mots placés au bas, nous voulons donner une preuve d'impartialité et de moderation en l'insertant textuellement :

15 juin.

A M. le Rédacteur du *Patriote Français*.

« Monsieur,

Un article de votre journal, du 29 mai, contient des calomnies contre le commandant de l'*Astrolabe*. Les renseignemens que vous prétendez avoir regus de votre correspondant de Buenos Ayres, sont faux, et vous ne sauriez en prouver l'exactitud. Il est donc de notre devoir de vous signaler ces calomnies, comme il est du vôtre de les rétracter. Nous ne doutons pas qu'à la réception de notre lettre vous ne nous empêssiez de le faire.

« LES OFFICIERS DE L'*Astrolabe*. »

Sans reconnaître, en aucune manière, à MM. les officiers de l'*Astrolabe*, le droit de se poser en parrains de leur commandant; sans vouloir examiner en ce moment jusqu'à quel point leur témoignage peut être accepté, pour des faits qui se sont passés à terre, et dont par conséquent, ils n'ont pu avoir une connaissance exacte, personnelle; sans vouloir examiner non plus si le titre d'officier rend plus digne de foi que celui de négociant, d'avocat, de médecin ou de tailleur, nous dirons, non pas sous forme de rétractation, mais de simple explication, qu'il n'est jamais entré dans notre pensée de vouloir calomnier M. Tardy de Montravel;—que nous ne croyons pas l'avoir calomnié le moins du monde, en répétant ce que plusieurs personnes écrivaient de Buenos Ayres :

1° Qu'il assurait que la paix allait se faire.

2° Qu'il avait assuré même que le traité Le Prédour serait ratifié.

3° Qu'il avait écrit de sa propre main sur l'ardoise de la salle de commerce de Buenos Ayres, qu'il viendrait un diplomate sans force.

De ces trois prétendues calomnies, la dernière seule est digne de quelque attention. Nous serions charmé que M. de Montravel pût s'en laver complètement.

Nous avons, au surplus, attaché si peu d'importance à ce fait, que nous fûmes le dernier à en parler; et encore ne l'avons nous fait que d'une manière incidente. Il y avait deux mois que toute la ville de Montevideo en était bleue, comme on dit vulgairement; et cela d'après des témoignages tout aussi soucieux de l'honneur français que MM. les officiers de l'*Astrolabe*. Malgré cette espèce de notoriété publique, nous n'avions pas voulu entretenir nos lecteurs de France de cette ridicule histoire; mais du moment qu'un autre journal de cette ville s'était décidé à prendre l'initiative, il nous a semblé que nous ne pouvions guère nous dispenser d'en dire deux mots; ne fût-ce que pour montrer que notre frère n'avait pas pris la chose sous son bonnet.

Maintenant, nous le répétons avec sincérité, il nous serait extrêmement agréable d'avoir la certitude que tous les bruits qui ont circulé dans le public, non seulement sur le compte de M. le commandant de l'*Astrolabe*, mais encore sur celui de notre amiral,—qui, a coup sûr, a été bien moins ménagé que M. de Montravel,—il nous serait fort agréable disons nous, d'avoir la certitude que tous ces bruits sont complètement dénués de fondement; que ces Messieurs sont animés des meilleures intentions à l'égard de Montevideo, et que nous aurons bientôt à chanter la psalmodie. Nous entonnerons de bon cœur un alleluia.

NOUVELLES DE BUENOS AYRES.

Que se passe-t-il dans l'autre ténébreux de Palermo? — Le grand architecte des mondes a-t-il frappé d'une soudaine lumiére la raison rebelle du Dictateur..... ou que que grosse épine américaine est-elle entrée dans son soulier?....

Voilà ce que chacun se demandait hier, à l'arrivée de

(1) Nous avons en notre pouvoir une liste de vingt-neuf personnes appartenant, pour la plupart, aux premières familles de Buenos Ayres, et que M. Lefebvre de Bécourt fit embarquer à bord du navire français l'*Ave Maria*, capitaine Ménès. Nous pouvons attester qu'il en a sauvé un grand nombre, avec l'aide des officiers de marine, avant, pendant et après les égorgements d'avril 1842.

la Carmen, en apprenant que tout était conclu, terminé à l'entière satisfaction de nos diplomates.

Dieu en soit loué! avons nous dit, pour notre part. Mais le chapitre des illusions et des déceptions est si gros, si lourd dans l'histoire des négociations diplomatiques de la Plata, que c'est à peine si nous en croirions nos yeux quand nous verrons ce miraculeux traité.

En attendant donnons à nos lecteurs les nouvelles toutes crues de la Carmen. Voici d'abord l'extrait d'une lettre reçue par une maison de commerce, et portant la date du 19 :

« En politique, voici ce que nous savons : tout est conclu, il ne manque plus que la signature. (la redaction est convenue et préparée), n'en doutez pas; ceci est certain et positif. Mais de quelle nature est la convention?.... On nous assure qu'elle est honorable; Rosas aurait fait toutes sortes de concessions.—Que ce soit dans tel ou tel but, ou avec une arrière pensée, c'est possible; que ces concessions cachent un piège, c'est encore possible; mais ce qu'il y a de certain c'est qu'elles existent, et que Rosas s'est contenté de changer non le sens mais les expressions de divers articles: quelques mots seuls sont encore en litige et se débattent en ce moment.—Reste à savoir si Oribe consentira à tirer de son côté; nous pensons que l'amiral ne va pas tarder à partir pour se rendre auprès de lui. »

D'autres lettres disent que, le 15 de ce mois, Rosas était encore très éloigné d'accepter les propositions de la France; qu'il ne s'est décidé, subitement, qu'après l'arrivée du packet anglais; ce qui fait supposer que les nouvelles du Brésil et du Paraguay sont alarmantes pour lui, ou de nature à le forcer de prendre l'initiative d'une rupture avec la cour impériale. On assure que le général Guido a reçu ordre de se retirer immédiatement de Rio de Janeiro, et que le gouverneur Urquiza a été nommé général en chef de toutes les forces argentines qui existent dans l'Etat Oriental de l'Uruguay.

Comment concilier cela avec l'évacuation de ce territoire par les troupes argentines, qui doit être la première condition de tout traité ou convention avec la France?

Diverses lettres s'accordent d'ailleurs sur plusieurs points essentiels, à savoir:—1° que le traité n'était pas encore signé, 2° qu'il manquait le consentement d'Oribe, 3° que ce n'est toujours qu'un traité ad referendum.

Cependant la corvette la *TRIOMPHANTE* partira mardi pour France, et on nous assure que le vapeur le *Prony* sera aussi expédié dans quelques jours pour la même destination.

N'allons pas vendre la peau de l'ours avant qu'il soit tué!

CORRESPONDANCE DU PATRIOTE.

Paris, le 19 mars 1850.

La nouvelle la plus importante, sans doute, est le résultat des élections qui viennent d'avoir lieu: elles ont fait connaître le peu de sympathie des populations pour le gouvernement que nous avons, et qui place la France si bas dans le respect et la considération qu'elle devrait inspirer aux autres nations. Le parti qui se dit modéré rougit de rage et de colère. Il se dit ami de l'ordre et il invoque déjà la force et la violence pour réparer une défaite d'autant plus sensible qu'elle n'était pas prévue. Esperons que ces premiers accès passés, les hommes qui sont chargés des destinées de la France profiteront de la leçon pour adopter et suivre une politique plus digne; pour cesser de sacrifier partout et toujours les intérêts des Français à cette crainte puérile de troubler l'harmonie et la paix de l'Europe; pour ouvrir les yeux, enfin, devant les dangers sérieux qui menacent notre indépendance.

Si ce revirement s'opérait—and il n'est pas impossible,—la question de la Plata recevrait bientôt une solution énergique. Car cette question, je puis vous l'assurer, est devenue très populaire, et rien ne flatterait autant l'amour-propre national, qu'une expédition puissante envoyée dans ces parages pour y rétablir l'honneur et l'influence de la France.

Les journaux de Paris et des départemens vont sans doute recommencer à s'occuper de cette affaire, à l'occasion d'un ouvrage d'Alexandre Dumas, *Montevideo ou une Nouvelle Troie*. C'est un auxiliaire bien puissant que le général Pacheco a conquis à notre cause, et je suis persuadé que cet ouvrage est destiné à produire en Amérique un effet immense contre Rosas.

Le général Pacheco y Obes laisse de bons et honorables souvenirs en France, où il a été justement apprécié par les hommes éminens avec lesquels il s'est trouvé en rapports. Il leur a fourni la preuve que la République Orientale renfermait des citoyens éclairés qui savaient comprendre et pratiquer les principes d'ordre de bonne

soi, qui doivent être la règle de tous les gouvernemens civilisés,—et les sentiments de bienveillance et d'équité qui doivent présider aux relations avec les autres nations.

Si les ministres et la majorité de l'Assemblée n'avaient consulté que leurs convictions et leurs sympathies, certes des mesures plus sévères eussent été prises contre Rosas; vous verriez arriver des forces plus puissantes que celles qui sont expédiées. Mais malheureusement la peur paralyse tous les nobles instincts de nos hommes d'Etat.

Cependant la conduite de l'Angleterre les autorise bien à ne pas garder tant de ménagements. Pourquoi la France ne ferait-elle pas contre Buenos Ayres ce que l'Angleterre vient d'entreprendre contre la Grèce? Nous avons de trop justes griefs contre Rosas, et l'Angleterre n'a que des prétextes futilles contre le gouvernement du roi Othon. C'est que l'Angleterre est forte et puissante, parce qu'elle a des ministres qui savent défendre ses intérêts tandis que ceux qui président aux destinées de la France n'ont aucun souci de sa prospérité.

Du reste, quelle que soit la politique extérieure, à l'avenir, il est désormais impossible qu'on puisse reculer dans notre question. L'amiral Lainé assurait hier à un de nos amis que, l'on paraît sérieusement d'envoyer de nouveaux navires dans la Plata.

UN PEU

D'HISTOIRE ANCIENNE.

Monsieur le Rédacteur,

Je n'ai jamais eu, je n'ai point la prétention d'engager ici une polémique sur l'authenticité des ruines de Nînive, la rédaction de l'article (1) que je vous ai remis à ce sujet le prouve.

Vous avez parlé de cette découverte dans un des numéros précédens du *Patriote*, découverte qui en effet a fixé l'attention des savans; ce que voyant, j'ai pensé devoir vous faire part de la polémique soulevée par M. Höfer, sans rien dire qui indiquât une opinion.

Mais votre réponse, qui a pour but de soutenir l'authenticité des ruines découvertes par MM. Boitia et Layard, portant sur des points obscurs et même erronés, j'ai essayé de les éclaircir ou au moins de les discuter dans un petit travail que je viens vous soumettre en toute confiance et avec bonne amitié. Je n'ai point été amené à traiter ce sujet par le désir de faire de la science, mais bien pour servir à mon instruction personnelle, et j'ai pensé que cette étude pourrait peut-être plaire aux personnes qui aiment faire trêve quelquefois aux discussions politiques et reposer leur esprit sur des sujets moins irritants.

Vous en jugerez, et si vous pensez que je ne me suis pas trompé, vous pourrez donner à ce travail une petite place dans les colonnes du journal que vous rédigez.

I.

Ce n'est pas en écrivant l'*histoire de l'Afrique* que M. Höfer a parlé de Nînive, non plus qu'en écrivant une *histoire de la Chine*, dont il est encore l'auteur; M. Höfer a soutenu cette savante polémique dans une suite d'articles spéciaux qui ont été publiés dans l'*Illustration*, ainsi que je pense l'avoir dit clairement dans les lignes auxquelles vous avez répondu.

On ne peut pas dire que M. Höfer révoque en doute la position géographique de Nînive, car ce n'est pas exact ce qu'il dit, c'est que la position de l'antique Nînive, n'est pas bien déterminée par les auteurs anciens: c'est la vérité. Il accepte au contraire si bien l'opinion généralement reçue, que, dans les considérations que je vous ai présentées comme venant de lui, il dit positivement:—*Nînive était située sur les bords du Tigre, et nous savons que Khorsabad est à plus de six lieues de ce fleuve.* Vous établissez à votre tour, dans votre réponse, que cette ville était située sur la rive gauche du Tigre; vous êtes d'accord avec M. Höfer. Le débat ne peut donc rouler sur cette proposition. Toute la question est de savoir 1° si Nînive était située sur les bords mêmes ou à quelques lieues du fleuve, 2° si une nouvelle ville n'a pas existé plus tard sur l'emplacement de l'ancienne cité, 3° si les monumens découverts sont bien purement Assyriens.

Ce sont les deux premières parties de cette question que nous nous proposons de développer en vous répondant; quant à la troisième partie, vous comprendrez facilement pourquoi nous la négligeons; c'est parce que nous n'entendons rien en archéologie.

(1) Voir le *Patriote Français* du 29 mai.

JEAN LOUIS.

(Continuera.)

Le Patriote Français.

EUROPE.

FRANCE.

M. de la Rochejaquelein a dit tout haut ce que les royalistes disent tous bas : il a porté à la tribune les sentiments que la majorité a dans son cœur ; M. de la Rochejaquelein a traduit en proposition les pensées, les articles de tous les journaux qui ont défendu le comité de la rue de Poitiers, et plus tard l'union électorale.

M. de la Rochejaquelein n'a pas été si loin que le Constitutionnel, lorsque ce journal présentait la révision de la constitution comme un fait urgent, possible à tout instant, d'une façon ou d'une autre, par ordonnance au besoin.

M. de la Rochejaquelein a formulé avec modération et convenance parlementaire les vœux, les exigences de l'Assemblée nationale, de la Patrie, du Courrier de la Somme.

D'où vient donc que l'appui, les éloges de cette presse lui manquent ce matin ? Dans l'assemblée, M. de la Rochejaquelein a pu être accusé d'indiscipline, mais de quoi peut-on l'accuser dans la presse royaliste ? Est-ce que ce n'a pas été de tout temps pour les journaux une bonne fortune de voir leur opinion se formuler en proposition législative ? Des collègues qui auront à voter publiquement conservent jusqu'à un certain point le droit d'exiger d'un collègue qu'il consulte le moment le plus opportun : mais la presse, forcée de parler tous les jours et de répéter sans cesse ce qu'elle veut, comment répudierait-elle l'autorité qu'apporte à ces articles l'initiative d'un représentant du peuple ?

Pourquoi donc ce matin l'attitude de la presse catholique et royaliste vis-à-vis de M. de la Rochejaquelein est-elle ironique et presque insultante ?

Dans son ensemble et dans ses détails dit "l'Univers religieux," la proposition a eu les honneurs d'une hilarité "sans mélange." La montagne avait là une "bonne occasion de crier Vive la république ! et elle n'y a pas manqué."

Après les provocations des journaux royalistes, qui durent depuis plus d'un an et qui ont pris un caractère si violent et si agressif depuis les élections du 10 mars, le parti républicain de l'assemblée avait peut-être mieux à faire qu'à se perdre dans la majorité royaliste en cette circonstance.

M. de la Rochejaquelein était digne entre tous de porter la parole au nom d'un vrai parti royaliste ; le défi était motivé, conçu dans des termes qui, s'ils intéressaient l'opinion, n'insultaient ni la révolution ni la république.

Est-ce que le parti républicain n'avait pas mieux à faire que de voter la question préalable ? Ne devait-il pas foncer sur les partis royalistes qui veulent harceler les hommes, anéantir les succès du nouveau régime, produire l'outrage et le mépris du fond de leur faux respect pour la lettre de la loi et pour la constitution ?

Nous le croyons, lorsqu'en lisant ce matin les journaux orléanistes, nous les voyons râiller le seul homme qui ait eu le courage de son opinion intime, et dire :

"Aujourd'hui, à l'unanimité moins une voix, celle d'un député vendéen, M. Bouvier de l'Ecluse, l'assemblée a adopté la question préalable sur cette proposition, ne la jugeant pas même digne d'un premier examen.

Ce que c'est pourtant que de manquer d'apropos ! Il y a telle situation, tel jour, où une proposition de cette nature, un peu modifiée toute fois, aurait pu soulever de terribles orages dans l'enceinte parlementaire et remuer la France dans toutes ses profondeurs ! Mais aujourd'hui, quel caprice l'avait dicté ? comment la justifier ? comment la comprendre ? A qui ce défi, et pour quelle fin ?

Toute la loyauté, tout le cœur du parti orléaniste est dans cette exclamation.

M. de la Rochejaquelein n'a pas attendu le jour, — le jour prochain sans doute où sa proposition doit remuer la France dans toutes ses profondeurs ! le jour où une proposition de la même nature un peu modifiée, toutefois, dans le sens d'une régence entourée d'institutions brutales, matérialistes et de burgrave, serait présentée à la suite d'une fausse émeute et d'une insurrection soudoyée ! — En présence de cette révélation, il est facile de comprendre le désaveu que la bourgeoisie infligeait à M. de la Rochejaquelein. Il a déchiré l'équivoque et rompu la communauté royaliste. — M. Berryer est tenu de choisir entre la Vendée et M. Thiers, entre la duchesse de Berry et la dynastie qui l'a honteusement livrée.

Le mot d'ordre orléaniste est connu enfin. Ce mot d'ordre, le voici :

— À chacun son œuvre. Les journaux doivent attaquer incessamment la république, « détruire dans la nation le sentiment de la légitimité de ses institutions politiques, la confiance dans leur puissance et leur durée, — perpétuer ainsi dans le présent la division des partis, l'ardeur

peuple pour l'avenir ; — demander l'appel au peuple, — susciter les passions populaires par des défis. »

Le gouvernement n'a rien à voir dans ce langage des journaux hostiles à la république. La république est l'ennemi commun.

Les représentants ne doivent pas encourager le gouvernement à lâcher la proie pour l'ombre. — L'ombre, ce serait le nom de monarchie. Que les représentants songent à la proie ! — qu'ils restent fidèles à la lettre de la constitution : la lettre est toujours si peu générale !

Gardez le mot de République provisoirement ; mais n'yez pas de préfets royalistes, des fonctionnaires royalistes, des commis royalistes. Enchasser l'idée, l'intérêt monarchique dans toutes vos lois. Le gouvernement républicain peut beaucoup, plus que M. Guizot lui-même sous ce rapport.

Le gouvernement actuel, instrument de destitution, est destiné à devenir chaque jour plus impopulaire. — Que les hommes d'Etat orléanistes le conseillent et ne le servent pas. Le peuple croira peut-être à leur désintéressement.

La présidence de M. L. N. Bonaparte, de cet homme étranger à l'esprit, au caractère français, doit être à la quasi-légitimité ce que les cent jours ont été pour les Bourbons. — C'est la pensée orléaniste qui a inspiré à la majorité le vote de la séance d'hier. C'est que la proposition révolte ou plutôt déconcerte aujourd'hui. Nous nous réjouirions pour la tranquillité publique, pour la reprise des affaires, d'une résolution, même émanée d'une telle source, si demain les attaques contre tout ce qui existe ne devaient pas recommencer de plus belle. La journée d'hier a démontré ce qui était hors de contestation : la couardise de certains partis. Mais empêchons qu'elle ne devienne une journée de dupes. — Déjà la promulgation de la loi sur l'enseignement a prouvé, dès ce matin, ce que l'île républicaine gagnait réellement à ces belles démonstrations parlementaires. Regardons les faits, jugeons les actes, et nous retrouverons partout l'orléanisme qui prouve, qui trompe... et se trahit !

En résumé, M. de la Rochejaquelein peut se fourvoyer comme homme, et nous ne sommes pas chargés de le défendre, mais sa proposition inconstitutionnelle était plus honnête et plus loyale que tout ce qui se passe politiquement dans le monde royaliste.

Sa proposition renouvelait le cri d'un la Rochejaquelein : « Si j'avance, suivez moi ; si je recule, tuez moi ; si je meurs, vengez moi. » — Un seul représentant, un Vendéen, l'a suivi. — Les autres n'auront le courage ni de le tuer ni de le venger.

(Le Siècle.)

NOUVELLES DIVERSES.

On lit dans le Journal de Rome, du 20 :

"Hier, les troupes françaises en garnison à Rome ont fait la manœuvre du passage d'un pont.

"Le général Baraguay d'Hilliers avait choisi à cet effet l'Anio, près de l'endroit où Annibal le passa, lorsque 211 ans avant l'ère vulgaire, il vint menacer Rome du côté de la Porte Colline.

"Le général de brigade Levaillant, avec quatre bataillons, deux escadrons et six canons, a pris position sur la rive gauche du fleuve, près le pont Nomentano.

"Le général de division Gueswiller s'est placé sur la rive droite, au Mont-Sacré, avec sept bataillons, quatre escadrons et six canons.

"A une heure et demie, il a commencé l'assaut en essayant de passer le pont Nomentano. Mais le trouvant fortement défendu, il a ordonné au colonel Froissard, commandant du génie, de jeter un pont à chevalets, un peu à gauche du versant oriental du Mont-Sacré, à un endroit où il ne pouvait être vu de l'ennemi.

"Cette opération a été faite en une heure et demie.

"Les assaillants ont immédiatement passé le fleuve en grand nombre, et ils ont attaqué la droite des défenseurs, qu'ils ont forcé à la retraite, qui s'est opérée en bon ordre jusque sur la colline de l'ancienne Antenne, où campa le dictateur Sylla.

"Cette évolution a été marquée par de brillantes charges de cavalerie, et probablement sur le même terrain où 2,000 cavaliers carthaginois, qui composaient l'escorte d'Annibal, furent vaincus par les Romains, commandés par le proconsul Fulvius Flaccus, qui était campé entre les portes Colline et Esquiline. (Tite Live, liv. XXVI, chap. 10.)

"Toutes les évolutions se sont opérées sans le moindre accident.

"La nouveauté de ce spectacle guerrier, le voisinage de la ville et la beauté de la journée avaient attiré, sur les bords de l'Anio plusieurs milliers de citoyens qui ont tous admiré l'ordre et la précision des manœuvres."

(Le Siècle.)

De quel côté Charles X est-il tombé ? Est-ce en penchant à droite ou bien en penchant à gauche ?

C'est en penchant à droite.

De quel côté Louis Philippe est-il tombé ? Est-ce en penchant à droite ou bien en penchant à gauche ?

C'est en penchant à droite.

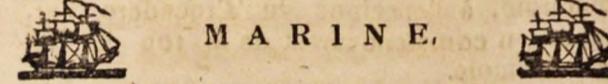
Que conseillez-vous à Louis Napoléon ? Lui conseillez-vous de profiter de l'expérience de Charles X et de Louis Philippe, pour pencher du côté opposé à celui où ces deux royaumes ont versé l'une sur l'autre ? — Non, vous lui conseillez de pencher à droite, c'est-à-dire de tomber dans la même faute que celle qui a coûté le pouvoir à tous ceux qui l'ont eu en dépôt pendant un demi-siècle, sans même en excepter l'empereur.

O logique des esprits faux ? O suprême empire de la routine !

(Presse.)

Consulat général de France.

La Corvette de la République Française LA TRIOMPHANTE partira pour Rochefort mardi prochain 25 du courant. Les lettres du public seront reçues à la Chancellerie du Consulat General de France jusqu'à lundi 24 du courant, à 4 heures du soir.



MARINE.

ENTREE DU 19 JUIN.

Sainta Cathalina, le 16 courant, pailebot breveté "Sincero," de 42 tonneaux, capitaine J. da Silva, à J. M. Montero, avec 142 alquières farine de manioc, 47900 oranges, 3750 cannes à sucre, 415 citrouilles, 42 planches, 100 régimes bananes et 800 bûches.

Du 20.

Paranaguá en destination de Valparaiso, barque anglaise "Sabine," de 290 tonneaux, capitaine Cousins, à Lafone, avec 1024 tergons yerba mate, 1138 demis id.

Malouines, le 3 courant, barque anglaise "Merry," de 243 tonneaux, capitaine Sneling, à Lafone, avec 461 barils bière, 50 idem viande salée, 30 idem biscuits, 78 idem peinture et autres marchandises.

La polacre espagnole Esmeralda venant de Malaga, avec 48 jours de traversée s'est échouée dans la matine du 21 au nord du banc Anglais, hier 22 le vapeur américain William Pease est parti pour aller à son secours.

PRETS A SORTIR.

Pernambuco et ports du Sud, brick danois Sara Juana.

Ports du Brésil, golette hambourgeoise Johanna.

Pour Cap-Vert, brick italien Esperia par Bujareo.

Pour Rio de Janeiro, brick français Astrome par Zimmerman.

Malouines, cutter danois Margarita, par Smith Brochers.

Rio Grand brick breveté Norma.

Rio Grande, brick golette anglais Johane of Tife, par Delisle Brothers.

Martin Garcia, sumaque anglaise Providence.

Yaguari, golette national Santa Elena.

Idem, pailebot idem Pepito.

Idem, idem idem Relampago.

Idem, idem idem Mercedes.

Idem, idem idem Independencia.

Idem, idem idem N. S. del Carmen.

Idem, idem idem Pepito.

Avis Divers.

maison à louer,

Ayant 4 grandes pièces, une grande cour, cuisine etc, à un prix très modéré, cette maison est très accrée et très sèche. S'adresser à l'imprimerie du Patriote, rue Perez Castellanos N° 162.

RELIGION SIN FANATISMO.

En esta tipografía, en la plaza de la matriz esquina de don Juan Sardá, en la calle 18 de Julio num. 98 se truca el "Viage moderno à Jerusalen," por el padre doctor Ildefonso Vernet, al modico precio de 400 reis.

Chambres Garnies

A LOUER.

A u jour et au mois. S'adresser à M. Auguste, ancien cuisinier de l'hôpital, rue de Ituzaingo, n° 142.

Il previent aussi qu'il a un dépôt de meubles à vendre.

Choucroute

Première qualité à 4 vintins la livre chez M Bonhomme, à l'enseigne du Trocadero, sur la place au commencement de la rue des 33 près du mole.

Catalogue

DES LIVRES FRANÇAIS, RELIES,
EN VENTE A DES PRIX MODERES,

Rue de las Camaras, Nos. 41 et 43.

OUVRAGES AVEC GRAVURES (Grand format).

Esquisses historiques des différentes corps de l'armée française, par M. Ambert, avec gravures. in-f° 1 v.

Nouvel atlas du royaume de France, par M. Perrot. 2 v.

Paris-Orléans, album, par M. Barthélémy. 1. Métamorphoses d'Ovide, par M. Villanave, avec 144 gravures. in-4° 1 v.

Le siècle de Napoléon, par M. Philippot eaux à LITTÉRATURE.

De l'Instruction publique en France, in-18, par M. De Girardin 1 v.

Galerie Morale par M. Séur 1 v.

Mémoires ou souvenirs par id. 2 v.

Histoire Romaine par id. 2 v.

id. du bas Empire par id. 2 v.

id. Ancienne par id. 2 v.

id. des Ages héroïques par M. Delan-

tine 1 v.

id. de la Terreur par id. 1 v.

id. de l'Empire par id. 1 v.

id. de la Gaule par id. 1 v.

id. de la Renaissance sociale par id. 1 v.

id. des Conjurations par id. v.

id. de la Restauration par id. 1 v.

id. du Consulat par id. 1 v.

id. du Christianisme sous la Tente par id. 1 v.

id. de la Révolution in-18 par id. v.

id. des Guerres d'invasion par id. 1 v.

id. Le Moniteur des Dates par id. 1 v.

Hôtel de la marine

RUE VINGT CINQ MAI, N° 81.

Cet établissement se recommande par la perfection de tout ce qu'on y sert journallement.

M. Guillot son directeur, qui a été cuisinier de plusieurs notabilités, s'empresse toujours de mériter la confiance des personnes qui voudront bien l'honorer de leurs patronages.

Il se charge aussi des commandes en ville et des dîners les plus distingués.

Dans la même maison, on loue des appartements commodes et très agréablement situés, on assure les personnes qui les loueront, de tout assidus.

EN VENTE:

Chez les libraires et à l'imprimerie française, — rue du 25 Mai :

EMIGRATION ET COLONISATION

DANS

LA PROVINCE BRESILIENNE DE RIO GRANDE DU SUD. LA REPUBLIQUE ORIENTALE DE L'URUGUAY ET TOUT LE BASSIN DE LA PLATA.

Une Brochure in-8°

par

M. ARSENE ISABELLE.

Ancien Chancelier du Consulat Général de France, auteur du

VOYAGE A BUENOS-AYRES ET A PORTO-ALEGRE, de notes commerciales et de plusieurs autres écrits sur Montevideo.

PRIX

Un Patacon:

Gratis.

1° Une belle pendule représentant l'Archevêque de Paris mort sur les barricades.

2° Une pendule, Jeanne d'Arc au siège d'Orléans.

3° Dito dito le soldat laboureur.

4° Dito dito Renaissance.

5° Une belle lampe modératrice.

Un de ces cinq articles sera donné au choix à tout souscripteur

A un exemplaire de la Révolution de 1848, par Leonard Gallois, l'ouvrage se composera de 4 beaux volumes ou 36 livraisons, ornées chacune d'un superbe portrait en pied grave sur acier.

ON SOUSCRIT:

Chez Edouard Maricot, rue du 25 Mai n° 169.

MM. les Souscripteurs sont provenus que les vingt premières livraisons sont arrivées et que les échantillons de prime se trouvent à l'adresse ci-dessus, où ils pourront venir faire leur choix.

Montevideo; le 17 avril 1850.

E. MARICOT.

CHANGEMENT DE DOMICILE

Cochet,

Fabricant de billards, de Paris.

Récemment arrivé de France, il a l'honneur de prévenir le public qu'il a rapporté un assortiment complet de billards et tous les accessoires qui en dépendent, tels que billes, procédés, marques, bleu, &c., &c. Il tient également un assortiment de bandes élastiques, métalliques, caoutchouc, lisières et autres de nouvelle invention: Il se charge de la réparation et de la confection des billards, on trouvera chez lui tout ce qu'il ya de plus moderne en ce genre.

Rue de Soriano, au coin de la rue de la ciudadela, la deuxième rue à droite en sortant du marché principal, près les arcades de la passive.

Don Salvador Tort, Juez Letrado de Comercio etc.

Por el presente cito, llamo, y emplazo a D. Santiago de Rivas, para que dentro de seis días contados desde el presente comparezca en este Juzgado por sí o por apoderado instruido a estar a derecho en el expediente de compromiso y liquidación de cuentas de la estinguida sociedad titulada Rivas hermanos, bajo apercibimiento de lo que haya lugar en derecho, por tenerlo así mandado en los autos de la materia a instancia de D. Genaro de las Rivas.—Montevideo 1º de Junio de 1850.

SALVADOR TORT,
Por mandado de S. S.

Felix de Lizarsa;

Escribano público y de Comercio.

Guill. me Darrouzain

Medecin français, membre de l'Institut Homéopathique de Paris, un des plus anciens homéopathes du Brésil où il a propagé cette doctrine dans plusieurs provinces de cet empire depuis 1842, bien connu à Montevideo par les cures qu'il a opérées depuis 1846, donne des consultations tous les jours de 7 heures du matin jusqu'à 10, et de 1 à 3 heures de l'après-midi; rue de Buenos Ayres, n° 182, au premier. Il traite, spécialement, les personnes atteintes de syphilis, rhumatisme, maux d'yeux, etc. etc.

RUE DU 25 MAI, N° 264.

Auguste Rivet,

Coiffeur a l'honneur de prévenir l'honorable public qu'il vient de recevoir par la "Ville de Rouen" un bel assortiment de gants de chevreau, castor et cachemir à cordon et bracelet gomme élastique, assortis de toute couleur; l'on y trouvera un très beau choix de cravates de toutes couleurs assorties, et tout ce qu'il y a de plus nouveau.

A louer,

Rue 25 mai n° 298, plusieurs beaux appartenements, au 1er, ayant un beau balcon. S'adresser à ladite maison.

AVIS,

Le soussigne à l'honneur de prévenir la classe ouvrière qu'à dater du 1er Juin prochain il ouvrira depuis 6 heures du soir jusqu'à 8 un cours de français, d'arithmétique, et de dessin linéaire

Les personnes qui voudront bien l'honorer de leur confiance, auront lieu d'être satisfaites, des soins assidus qui leur seront prodigues, et surtout de la modicité du prix, eu égard aux circonstances fâcheuses où l'on se trouve.

S'adresser rue du 25 de Mai n° 394.

PEYFOURCAT,

LA VIT

BOTTEIER FRANCAIS.

A l'honneur de prévenir le public qu'il vient de s'établir nouvellement à Montevideo.

Il fait tout genre de chaussure à la mode et pour se faire connaître fera les bottes de huit piastres a 5 1/2 au comptant. Ceux qui l'honoreroient de leur confiance auront lieu d'en être satisfait.—Rue du Rincon, n° 87, en face de la confiserie.

M. Delauney, pro-

fesseur de danse, a l'honneur d'annoncer au public qu'il vient d'établir un cours de huit à dix heures du soir et un autre de dix heures à minuit, dans lesquels il apprendra tout genre de danse; de plus il se promet en six leçons particulières de mettre au courant pour n'importe quelle danse que ce soit; la salle des cours vient d'être restaurée et bien décorée. Il offre également de donner des leçons dans les pensionnats et maisons particulières. Les personnes qui voudront l'honorer de leur confiance, pourront s'adresser Café de Paris, pour convenir de l'heure et des prix qui seront on ne peut plus modiques.

Imprimerie du PATRIOTE FRANÇAIS, rue Perez

(1) Ce
titulé « C
aluma d
titue la v